



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 844

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Olivier Marleix, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Olivier Marleix. Monsieur le Premier ministre, alors que nous avons terminé la dernière année du mandat de Nicolas Sarkozy avec une croissance de 2 %, comme l'a révélé l'INSEE, la France rejoint aujourd'hui la Grèce, l'Espagne et le Portugal sur la liste des pays en récession.

À la crise financière, à la crise de l'euro, à la crise économique qui touche tous les pays européens depuis un an, vous avez ajouté une crise bien spécifique à la France : une crise de confiance. Cette récession est le fruit de votre politique brouillonne, qui a alourdi le coût du travail en supprimant les heures supplémentaires, qui a supprimé la TVA compétitivité un jour pour l'augmenter le lendemain dans des secteurs moteurs comme celui du bâtiment et qui toujours fait le choix de taxer plus les entreprises et les entrepreneurs au lieu de réduire les dépenses publiques. Il n'est pas question d'héritage, ce n'est là que l'effet de vos choix.

Le prix de votre récession, c'est aujourd'hui les Français qui le paient avec la pire baisse de leur pouvoir d'achat depuis trente ans. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) Quoi que vous en ayez dit, pendant tout son quinquennat, Nicolas Sarkozy avait su, lui, préserver le pouvoir d'achat des Français.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Cette baisse du pouvoir d'achat est une conséquence supplémentaire de vos décisions : la suppression des heures supplémentaires, l'augmentation de 16 milliards d'euros d'impôts sur les actifs et sur les retraités, et bientôt la hausse de la TVA et la baisse des allocations familiales.

Assurément, comme le disait ce matin M. Hollande sur le quai de la gare, " l'heure est grave ". Depuis un an, vous avez installé tous les courants du PS à Bercy, avec pas moins de sept ministres aux discours contradictoires. Qui est le véritable patron, que réclame même M. Fabius ? Il est vrai que les deux hommes compétents du PS en matière d'économie, MM. Strauss-Kahn et Cahuzac, ne sont plus désormais en mesure d'exercer leurs talents dans votre république exemplaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Sans eux, vous semblez perdus.

Quand allez-vous, monsieur le Premier ministre, répondre à la gravité de la situation et donner à notre pays la ligne économique dont il a besoin ?

M. le président. La parole est à M. Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du budget.

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Monsieur Marleix, vous parlez comme un oiseau qui vient de sortir de l'oeuf (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC - Protestations sur les bancs du groupe UMP*), comme si vous n'aviez aucune mémoire et que, jusqu'à cet instant, il n'y avait absolument rien eu. Permettez-moi de vous rappeler ce qui s'est passé juste avant que vous ne sortiez de l'oeuf.

Lorsque nous sommes arrivés en situation de responsabilité, la situation de la France était tellement merveilleuse...

M. Olivier Marleix. La croissance était à 2 % !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. ...qu'il y avait 75 milliards de déficit pour le commerce extérieur, c'est-à-dire que pendant cinq ans, la compétitivité de notre économie s'était totalement dégradée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Vous parlez des déficits, monsieur Marleix, mais je vais vous raconter ce qui s'est passé avant que vous ne sortiez de l'oeuf. Lorsque nous sommes arrivés en situation de responsabilité, le déficit des comptes publics de la France s'était constamment creusé : 30 milliards d'euros de déficit structurel en 2001 et 100 milliards d'euros

lorsque vous avez quitté le pouvoir. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Mais vous êtes heureux, monsieur Marleix, puisque vous ne le saviez pas - vous étiez encore dans l'oeuf au moment où tout cela s'est passé !

M. Bernard Accoyer. On se calme !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Permettez-moi de vous rappeler également quelles ont été vos relations avec les institutions de l'Union européenne. Vous parlez de rigueur budgétaire, mais lorsque Nicolas Sarkozy est arrivé en situation de responsabilité, il s'est précipité à Bruxelles pour expliquer qu'il fallait qu'il obtienne des institutions européennes une dérogation au respect des règles budgétaires sur lesquelles la France s'était engagée. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Voilà ce qu'a été votre politique ! Vous parlez d'autant plus fort en nous donnant des leçons que votre bilan est ce qu'il faut bien qualifier de calamiteux. Nous faisons le contraire de ce que vous avez fait. Là où vous avez creusé les déficits, nous les diminuons. Le déficit structurel a diminué de 1,2 % l'an dernier, de 1,8 % cette année et diminuera de 1 % l'an prochain.

M. Sylvain Berrios. Vous faites le contraire ! Vous provoquez la récession !

M. Bernard Cazeneuve, *ministre délégué*. Là où vous avez augmenté les dépenses publiques de 170 milliards d'euros en cinq ans, nous commençons à les diminuer : cette année de 300 millions d'euros. Voilà la vérité ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Plusieurs députés se lèvent sur ces mêmes bancs.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Marleix](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 844

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget

Ministère attributaire : Budget

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : [16 mai 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 mai 2013](#)